

Pouvoir d'emprunt—Loi

Je disais donc que la terrible faiblesse du parti libéral, surtout le départ récent de l'un de ses membres, m'attristait beaucoup. Si les libéraux avaient le moindre de scrupules ou de courage, ils se lèveraient en bloc pour applaudir les conservateurs qui ont pris des mesures énergiques pour éponger le déficit, des mesures qu'ils ont ignorées ou refusé de prendre pendant une décennie. Ils continuent encore de ne tenir aucun compte de notre dette croissante. Mais je ne m'en étonne pas, car pourquoi en parleraient-ils puisqu'ils en sont les premiers responsables?

Lorsque M. Trudeau est devenu premier ministre en 1968, notre dette nationale était de 18 milliards de dollars. Quinze ans plus tard, elle avait atteint des proportions démentielles, 190 milliards de dollars. Agit-on ainsi quand on a le sens des responsabilités, quand on gouverne un pays? Est-ce une façon d'aider les Canadiens, de créer des emplois? Notre pays est dans la dèche et il a bien fallu que nous venions à la rescousse des Canadiens.

Il faut connaître son histoire pour comprendre le présent. Le gouvernement s'est tout de suite rendu compte, le jour de son élection, qu'il devait mettre de l'ordre dans ce chaos financier. Lorsque le premier ministre (M. Mulroney) faisait campagne au Canada pendant que moi-même, j'en faisais autant dans la circonscription d'Edmonton-Est, tout le monde voulait que le gouvernement mette de l'ordre dans les affaires de l'État, et c'est ce que nous avons fait.

Que veulent les Canadiens en général? Tout d'abord, des mesures favorisant un climat économique sain qui leur assure stabilité et sécurité. Pourquoi pas? C'est ce à quoi aspirent tous les peuples du monde et c'est ce que nous avons offert au nôtre. Nous avons donc mis de l'ordre dans les finances publiques. C'est exactement ce que nous avons fait depuis 17 mois et demi que nous sommes au pouvoir. Cela voulait dire aussi créer des emplois. Nous nous souvenons que pendant la campagne électorale le premier ministre a promis aux Canadiens de leur procurer des emplois, jusqu'à 580,000. Nous l'avons fait. Cela voulait dire aussi des taux d'intérêt plus faibles. Les taux ont fléchi. Ils ont accusé une légère hausse, mais ils vont redescendre. Cela voulait dire aussi des taux d'inflation moins élevés, des prix plus bas et plus stables. Nous avons contribué à produire ce résultat. Nous avons redonné confiance non seulement aux entreprises canadiennes et aux représentants syndicaux mais aussi aux gens du Canada tout entier, dans notre capacité de gouverner avec efficacité et compassion.

Le fédéralisme a été renouvelé. Nous n'avons pas pointé le majeur dans un geste de mépris pour envoyer promener la région de l'Ouest et signifier à celle de l'Est que son sort nous laissait indifférents. Le premier ministre a dit que la réconciliation était la chose la plus importante; il est allé dans toutes les provinces s'entretenir avec les premiers ministres et il les a invités à venir à Regina, une ville belle et agréable en été. La paix et l'harmonie règnent dans notre pays, ce qui nous permet de mieux gouverner, de nous comprendre et de nous entendre.

L'essentiel, c'est que le gouvernement a renversé les programmes fiscaux désastreux du passé. Revoyons un peu l'his-

toire. De quoi parlent les députés libéraux depuis un an et demi que nous sommes au pouvoir, et qu'ont-ils accompli avant cela? Je voudrais le rappeler à la Chambre.

Le député de Winnipeg-Fort Garry (M. Axworthy) a dit de notre exposé économique de novembre 1984 qu'il nous ferait perdre jusqu'à 200,000 emplois. Comme il se trompait! Au cours de la même période, nous avons créé 480,000 emplois. Une différence de 680,000 emplois. Et dire que le député a été ministre! S'il a pu commettre cette erreur de calcul, en a-t-il commis pendant qu'il était ministre? Nous devons nous poser la question. A quel point était-il efficace?

Le député de Saint-Henri-Westmount (M. Johnston) a dit que le budget de mai alimenterait et accentuerait l'inflation, mais celle-ci a baissé. Lui aussi était ministre; pourtant, ce sont les commentaires qu'il a faits. Il a dit que nos budgets ne valaient rien. Il avait tort, une fois de plus. S'il s'est trompé à ce sujet; ne s'est-il pas trompé lorsqu'il était ministre? Lorsque lui et le député de Winnipeg-Fort Garry étaient ministres, c'était la débâcle, ce qui prouve que les affaires de l'État devaient être bien mal gérées.

Le taux d'inflation est stable à l'heure actuelle; il est de 4,4 p. 100. Qu'a dit le député de Kamloops-Shuswap (M. Riis)? Il a dit que l'on perdrait de 50,000 à 100,000 emplois. C'était le critique financier du NPD.

M. Riis: Et l'Alberta? Songez à l'Alberta. Vous connaissez l'Alberta.

M. Lesick: Il a dit que c'est ce qui arriverait, mais c'est le contraire qui s'est produit. On pourrait se demander si les néo-démocrates sont dignes de foi.

M. Riis: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement.

M. Andre: Ce n'est pas juste.

M. Riis: Non, c'était un commentaire opportun et juste. Je ne crois pas que le député essayait volontairement d'induire la Chambre en erreur. En fait, je suis sûr que ce n'était pas le cas, puisque c'est un collègue. Il a parlé de pertes d'emplois et un grand nombre d'emplois ont disparu en Alberta, en Colombie-Britannique et dans les autres provinces. Il y a eu de grosses pertes d'emplois dans sa province et dans la mienne...

Le président suppléant (M. Paproski): J'apprécie ce que dit le député mais c'est du débat. Le député d'Edmonton-Est (M. Lesick) a la parole.

M. Lesick: Monsieur le Président, je maintiens ce que je viens de dire.

L'ancien chef du NPD de l'Ontario, le député d'Ottawa-Centre (M. Cassidy), a dit que 40,000 emplois disparaîtraient au Québec. Avait-il raison, lui qui a été chef du parti et qui est maintenant un député néo-démocrate de l'arrière-ban très en vue? Il s'est trompé de 220,000 emplois. L'opposition est-elle digne de foi?

Le chef de l'opposition (M. Turner) a dit que le Québec, les provinces de l'Atlantique et certaines régions de l'ouest du Canada perdraient beaucoup d'emplois. C'est le contraire qui s'est produit. Il a été ministre et premier ministre et pourtant, il s'est trompé.